

# *Polarisation du champ syndical: relations syndicats-partis en Turquie*

Par Isil Erdinc



La politisation de l'action syndicale est souvent proposée comme une possibilité pour une action syndicale émancipatrice. L'étude des relations syndicats, partis, État en Turquie dans les années 2000 est en revanche caractéristique d'une configuration dans laquelle l'imbrication des liens entre l'État et un parti politique met les syndicats dans des relations de dépendance au pouvoir. Cette période marque un tournant important pour la structuration et le fonctionnement du champ syndical. En favorisant la promotion de la centrale syndicale conservatrice, le pouvoir a contribué plus largement à la polarisation et la politisation du champ syndical dans son ensemble. Cette configuration État, partis, syndicats au niveau national ne s'observe toutefois pas de la même manière à toutes les échelles d'analyse. Certains secteurs d'activité et certaines régions donnent à voir d'autres formes d'alliances syndicats-partis qui renforcent des possibilités d'alternance et de résistance pour les

## acteurs protestataires.

### Les confédérations syndicales ouvrières en Turquie

Il existe trois grandes confédérations syndicales de travailleurs à partir desquelles nous pouvons distinguer trois grandes traditions du syndicalisme. La Confédération des syndicats ouvriers de la Turquie (Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu, Türk-İş), fondée en 1952, qui se définit comme « supra-politique », « non-engagée » et « sans couleur ». La Confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires (Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu, DİSK), fondée en 1967 par des ouvriers et militants socialistes, qui est une confédération de tendance socialiste/sociale-démocrate. La Confédération des syndicats ouvriers réels (Hak İşçi Sendikaları Konfederasyonu, Hak-İş) fondée en 1976 par le mouvement islamique de Milli Görüş (Vision nationale), qui se définit comme une confédération conservatrice.

## *L'ancrage politique du gouvernement dans les syndicats : politisation et polarisation*

L'arrivée au pouvoir du gouvernement du Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) en 2002 a progressivement entraîné une reconfiguration du champ syndical. Les nouvelles réformes juridiques concernant la représentativité syndicale et les négociations collectives ont entraîné un changement du taux d'adhésion syndicale et le renforcement de la représentativité des centrales syndicales proches du gouvernement. Le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne a engagé l'harmonisation du droit du travail et du droit social turc avec les droits européens. L'ouverture des négociations d'adhésion en 2005 a ainsi déclenché des pourparlers entre les acteurs sociaux afin de modifier la législation sur les syndicats, les négociations collectives et le droit de grève. Le résultat des échanges entre les acteurs syndicaux, étatiques et patronaux a été l'instauration du code des syndicats et des négociations collectives entré en vigueur le 7 novembre 2012. Une partie de ces mesures a eu des effets négatifs pour certaines organisations syndicales aux dépens des autres<sup>[1]</sup>. Un exemple est la réduction du seuil nécessaire à l'obtention de la représentativité syndicale de 10 % à 3 % des adhésions dans le secteur d'activité concerné au niveau national. Une série de clauses provisoires inscrites dans l'article 41 de la loi concernant le seuil de représentativité de 3 % montre bien les effets différenciés de cette loi sur les trois confédérations syndicales.

Premièrement, à partir de janvier 2013, le seuil a été fixé à 1 % jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2016 et 2 % jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018 pour les syndicats membres du Conseil économique et social (Ekonomik ve Sosyal Konsey, ESK). Deuxièmement, les syndicats fondés entre la date de la dernière publication des statistiques concernant les effectifs syndicaux en juillet 2009 et le 15 septembre 2012 et faisant partie de l'ESK étaient dispensés du seuil national de 3% jusqu'à la publication des prochaines statistiques syndicales par le ministère du Travail en janvier 2013. Il suffisait donc pour ces syndicats de dépasser uniquement le seuil au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire « 50 % + 1 » de l'ensemble des ouvriers en poste. Troisièmement, les syndicats déjà représentatifs d'après les statistiques de juillet 2009, mais qui risquaient de perdre leur représentativité lors de la publication de nouvelles statistiques en janvier 2013, étaient autorisés à signer des conventions collectives.

L'exonération des syndicats membres de l'ESK du seuil de représentativité de 3 % constituait un système sélectif contrôlé par le gouvernement qui favorisait les syndicats sélectionnés pour faire partie du Conseil et qui participaient à ses réunions. Il est important de noter ici que l'ESK demeurait une institution largement dominée par les acteurs étatiques et ces changements contraignaient les syndicats à s'affilier à une confédération syndicale et à participer à l'ESK. Du point de vue des clauses provisoires sur un abaissement du seuil de 3%, les syndicats fondés à partir de 2009 ou ayant une certaine représentativité en 2009 sont privilégiés. Quant aux clauses provisoires sur les syndicats établis entre juillet 2009 et septembre 2012, cette clause concernait notamment les syndicats affiliés à la confédération conservatrice. Cette dernière s'est lancée à partir de 2007 dans une campagne de syndicalisation des travailleurs qui s'est accélérée à partir de 2009 et 2012, avec la fondation de nouveaux syndicats affiliés dans les secteurs comme la communication, la culture, le secteur public. Ainsi, ces nouveaux entrants du champ syndical ont directement profité de la clause introduite par le gouvernement, devenant représentatifs rapidement sans être obligés de recruter un nombre plus important de travailleurs. Le gouvernement a donc changé les règles pour favoriser le renforcement des organisations syndicales lui étant plus favorables et pour permettre notamment l'émergence de nouveaux acteurs pour concurrencer les organisations historiques du champ.

L'intervention du gouvernement a transformé l'équilibre des forces entre les organisations syndicales, elle a introduit une logique partisane dans les organisations syndicales et elle a conduit à la polarisation du champ syndical. La confédération conservatrice s'est renforcée au sein du champ syndical et est progressivement devenue le partenaire privilégié du gouvernement dans les espaces de négociations. La confédération centriste a commencé à perdre son positionnement historiquement dominant et la confédération socialiste s'est retrouvée marginalisée. Les liens idéologiques et organiques entre les syndicats et les organisations partisans se sont renforcés. Les transferts entre les syndicats et les partis politiques au niveau national s'observent lors de deux moments clés : les recrutements et les élections professionnelles, d'une part, et les campagnes électorales, les congrès syndicaux et les mobilisations, d'autre part. On observe ainsi des transferts d'acteurs (politiques et syndicaux), de ressources matérielles et symboliques (financières, échanges de service, réseaux d'entraide) et d'agendas (revendications, projets politiques) entre les partis et les syndicats. Les congrès syndicaux et confédéraux représentent un espace de lutte pour les partis politiques. Les élections des directions syndicales et confédérales sont influencées par les clivages partisans entre les différentes fractions de la gauche pour la DİSK et entre les groupes sociaux-démocrates et les groupes proches de l'AKP à la Türk-İş. La Hak-İş, quant à elle, demeure ancrée dans les réseaux AKP lors de l'organisation des congrès et des élections. Les députés issus de la carrière syndicale donnent à voir des pratiques parlementaires différenciées. Les députés de l'AKP issus de la Hak-İş, les députés du CHP (Parti républicain du peuple, Cumhuriyet Halk Partisi) issus de la DİSK ou de la Türk-İş s'intéressent aux différents débats parlementaires et ne sont pas signataires des mêmes propositions de loi. Alors que l'action du gouvernement a installé la confédération conservatrice dans une position de domination dans le champ syndical, les autres syndicats se sont trouvés soit marginalisés, voire criminalisés, soit obligés de se rallier en faveur des politiques du gouvernement puisque tenir une position « non-partisane » est devenu quasiment impossible sous risque d'affaiblissement. Les alliances intersectorielles se sont formées autour des enjeux politiques. D'un côté, la confédération syndicale conservatrice, les organisations patronales, les chambres de commerce, les organisations professionnelles de l'artisanat et du petit commerce, les associations d'entraide conservatrice, en particulier religieuse, ont formé un pôle dominant autour des politiques du gouvernement. De l'autre, la confédération syndicale socialiste a rejoint le pôle des acteurs opposants du gouvernement tels que les chambres de médecin, d'architectes, d'ingénieurs et des groupes politiques de tendance socialiste. La confédération historiquement centriste se déclarant comme « non-partisan », quant à elle, a intégré le pôle dominé par les acteurs pro-gouvernement afin de capter des ressources publiques et de garder sa légitimité historique aux yeux des acteurs étatiques. Le champ syndical turc, historiquement constitué autour de trois grands pôles, commence à prendre une forme plutôt bipolaire.

Nombreux sont des travaux qui expliquent le renforcement de l'hégémonie du gouvernement au sein des classes populaires par la transformation de la structure de la classe ouvrière, les problèmes internes des

syndicats et par l'implantation des politiques économiques néolibérales. Comment expliquer alors les mobilisations, grèves et les acteurs syndicaux qui sont aptes à produire des stratégies (relativement) autonomes du champ politique et des acteurs étatiques ?

## ***Syndicats et partis d'opposition : alliances entre acteurs à faibles ressources***

L'introduction d'une logique partisane et la politisation du champ syndical ne sont pas sans conséquences au niveau local. Cependant, ces transformations au niveau national n'ont pas entraîné la disparition des configurations locales. Les dynamiques locales (sectorielles, au niveau des entreprises, et territoriales) configurent des pratiques syndicales et partisans différenciées. L'acteur dominant du champ syndical au niveau national ne devient pas de façon synchronisée l'acteur dominant au niveau local. L'élimination des acteurs neutres et la bipolarisation des organisations syndicales dont nous avons parlé précédemment n'est pas observable partout de la même manière au niveau local. Les alliances intersectorielles locales permettent aux acteurs syndicaux de s'autonomiser par rapport au pouvoir. Le local est ainsi un espace de résistance pour les syndicats à faibles ressources, marginalisés au niveau national. En effet, l'investissement du local leur permet de capter d'autres types de ressources, par exemple en mobilisant les ouvriers et les militants politiques. Les relations entre les syndicats et les mouvances politiques se construisent de manière différente selon les régions, villes ou secteurs d'activité.

Le cas du syndicat du secteur de la construction navale de la confédération socialiste nous permet de montrer l'autonomisation des syndicats par rapport aux acteurs nationaux. Il existe deux syndicats importants à Tuzla (la zone de construction navale principale à Istanbul) : Dok-Gemi-İş affilié à la Türk-İş (centrale « centrisme ») qui regroupe la majorité des dockers et Limter-İş, affilié à la DİSK (centrale socialiste), syndicat minoritaire. D'un point de vue politique, Tuzla est dominé par les partis politiques issus de la mouvance islamo-conservatrice. Ces partis ont systématiquement gagné la majorité au conseil municipal. Les partis politiques socialistes et pro-kurdes présentent des candidats indépendants ou participent à des alliances électorales. Les partis politiques de gauche (que ce soit de tendance marxiste-léniniste, socialiste ou pro-kurde) n'ont que peu de chance d'accéder à l'Assemblée nationale en raison du seuil électoral de 10 %. Le district de Tuzla a régulièrement connu des manifestations et des grèves des dockers au début des années 2000 qui ont mobilisé les alliances entre les différents partis politiques de gauche. Ainsi, Tuzla est un exemple de l'imbrication des enjeux économiques, syndicaux et politiques. La branche locale d'un parti de la gauche marxiste et le Limter-İş (syndicat de dockers de la DİSK) ont organisé plusieurs actions communes et ont participé ensemble à diverses manifestations publiques. En décembre 2010, ils ont rendu visite aux ouvriers en grève à l'usine de production de fer, de l'acier et des produits industriels, Sa-Ba, située à Tuzla afin d'exprimer leur solidarité avec les ouvriers protestant contre le licenciement de quatre de leurs collègues pour des raisons d'affiliation syndicale au Petrol-İş, syndicat du secteur pétrolier de tendance sociale-démocrate affilié à la Türk-İş. En novembre 2012, ils ont commémoré la mort des leaders d'une organisation marxiste-léniniste au cimetière du quartier d'Aydınlı à Tuzla. Le parti et le Limter-İş ont également organisé plusieurs manifestations dans les docks pour protester contre les accidents du travail mortels. La présidente du parti de l'époque a visité les docks avec le président du Limter-İş pour soutenir la grève des dockers licenciés en raison de leur affiliation syndicale en janvier 2013. Le syndicat avait accès aux ressources matérielles (bus, pancartes, banderoles) et au soutien des militants du parti dans différentes activités syndicales (tractage, rassemblements, etc.). En échange, les militants ont pu obtenir la possibilité de discuter avec des ouvriers lors des déjeuners, des pauses café à l'usine et des réunions syndicales. Certains militants se sont fait recruter comme docker afin de chercher à politiser le travail et les travailleurs en entreprise et à affilier les travailleurs au sein du syndicat. Dans ce contexte, la mutualisation des causes et les flux entre les organisations renforcent la capacité de mobilisation du syndicat et du parti. Par ailleurs, les périodes électorales étaient des périodes de mobilisation

où les conflits et les alliances se cristallisaient. Les dirigeants du Limter-İş ont fait de la campagne électorale une occasion de travail syndical, et le parti utilisait la base ouvrière du syndicat pour gagner du soutien électoral. Les affinités entre les partis et mouvances politiques et les organisations syndicales ont produit des similarités de positions et suscitent l'entrée en cohérence des intérêts. Cela a permis d'observer des configurations qui se distinguent de celles que l'on observe au niveau national. Alors que les syndicats de gauche avaient tendance à perdre leur force et leurs ressources au niveau national, ils ont pu trouver des relais partisans qui leur ont permis de maintenir leur influence dans la zone de la construction navale à Istanbul et accéder à d'autres types de ressources.

Cette réflexion sur la reconfiguration du champ syndical au début des années 2000 en Turquie éclaire le renforcement et les limites des ressorts sociaux du pouvoir politique. L'intervention du gouvernement a accéléré la politisation et la polarisation du champ syndical. Cependant, l'étude des relations au travail au niveau des secteurs d'activité et des entreprises révèle que le changement des équilibres et la polarisation du champ syndical ne se produisent pas de la même manière dans l'ensemble du champ. Il existe une pluralité de configurations syndicales et partisans au niveau local. Dans les secteurs d'activité précarisés (contrats de sous-traitance, haut risque de licenciement, nombre élevé des accidents de travail) comme la construction navale, le textile et l'énergie, les alliances se construisent entre les syndicats et les partis politiques à faibles ressources. Un acteur dominé du champ syndical au niveau national peut être l'acteur dominant au local, ce qui lui permet d'accéder au plus grand volume de ressources. La polarisation du champ syndical s'observe plus clairement au niveau confédéral et national qu'au niveau syndical et territorial.

### **Notes de bas de page :**

[1] Pour plus de précisions voir, Erdinç, Isil, *Syndicats et politique en Turquie. Les ressorts sociaux du pouvoir de l'AKP*, Éditions Dalloz, Paris, 2018.

### **Pour citer cet article :**

Isil Erdinç, « Polarisation du champ syndical : relations syndicats-partis en Turquie », *Silomag*, n° 19, juillet 2025. URL: <https://silogora.org/polarisation-du-champ-syndical-en-turquie>